

Le nouveau code des eaux bientôt sur l'agenda

Dossier de la rédaction de H2o
September 2024

La Tunisie s'engage dans une nouvelle politique de l'eau avec l'élaboration d'un code des eaux modernisé. Ce projet [NDLR. dont il a été fait à plusieurs reprises] vise à garantir un accès durable à l'eau tout en misant sur une gestion efficace des ressources et le développement des eaux non conventionnelles. Le projet, examiné lors d'un conseil ministériel en mars dernier, doit remplacer le code actuel datant de 1975, devenu obsolète et inadapté aux défis actuels. Parmi les principaux axes de ce nouveau code figurent la création de structures au niveau sectoriel, national et régional, chargées de l'organisation et de la gouvernance de l'eau, la consolidation de la propriété publique de l'eau, l'adoption d'une gestion efficace tenant compte des périodes d'abondance et de sécheresse, ainsi que l'amélioration de la gouvernance des complexes aquatiques. En outre, le code prévoit la mise en place d'un système d'information national pour surveiller la propriété publique de l'eau, l'utilisation des eaux non conventionnelles et le rechargement des nappes phréatiques.

Bien que l'utilisation des eaux non conventionnelles, telles que les eaux usées traitées ou les eaux dessalées, reste encore timide, la Tunisie manifeste clairement sa volonté d'intensifier leurs usages afin de répondre aux besoins en eau potable des maraîchages et des agriculteurs. La construction de plusieurs stations de dessalement de l'eau de mer s'inscrit dans cette stratégie, visant à renforcer les systèmes d'approvisionnement en eau dans les régions côtières et à réduire la pression sur ceux du Nord. Par exemple, la station de dessalement de Zarat (Gabès), entrée en service en juillet dernier, a une capacité de production quotidienne de 50 000 mètres cubes, desservant plus de 1,1 million de citoyens. De même, la station de Sfax, opérationnelle depuis août, produit actuellement environ 50 000 mètres cubes d'eau potable par jour, avec une capacité totale prévue de 100 000 mètres cubes par jour d'ici mi-septembre, bénéficiant ainsi à 900 000 habitants. Quant à la station de Sousse, dont les travaux de construction sont achevés à plus de 80 %, elle devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année. Si ces stations contribueront à sécuriser l'approvisionnement en eau dans plusieurs régions de Tunisie, les experts soulignent l'importance cruciale de renover les réseaux pour éliminer les pertes d'eau, tout autant que la production d'eaux non conventionnelles. Ils insistent également sur la nécessité de mettre fin à l'exploitation illicite des eaux souterraines et de revoir les politiques agricoles afin d'adopter des cultures durables en termes de consommation d'eau. Le pays compte actuellement plus de 20 000 puits illégaux. Depuis vingt ans, le niveau des nappes d'eau dans le Nord et le Sud a baissé en moyenne de 2 mètres par an, mettant en danger la durabilité des écosystèmes.

Marwa Saidi, La Presse (Tunis) - AllAfrica